

LES GENDARMES DE BOUMERDÈS L'ONT CONSTATÉ

Les séquelles du séisme de 2003
et de la décennie noire sont des facteurs
déclenchants de la criminalité

«Les ensembles d'habitations construits à la suite de la catastrophe naturelle du 21 mai 2003 sont l'une des sources de la criminalité dans la wilaya de Boumerdès», écrit le commandement de la Gendarmerie nationale de Boumerdès dans son bilan des activités de 2013.

Mais les gendarmes ne s'arrêtent pas aux seules habitations en préfabriqué (chalets) de 2003 pour lister les causes de la délinquance dans la wilaya du Rocher-Noir. Sans langue de bois, le colonel Aïssa Yahiaoui et son staff, qui ont animé une conférence de presse au siège du Groupement de Boumerdès, citent les autres phénomènes aggravants. Pour les gendarmes, «l'abandon de leur rôle par les institutions sociales de base (la famille, l'école, la mosquée,...), l'exode rural survenu dans les années 1990 à la suite des actes terroristes, la crise du logement, la déperdition scolaire, le chômage, l'érosion du pouvoir d'achat... sont les principaux phénomènes sociaux qui produisent la mendicité, la prostitution, le trafic et la consommation

des stupéfiants ; dérivés qui conduisent notamment les jeunes à commettre des vols et des agressions». Cette démonstration d'un climat de violence latente dans la wilaya de Boumerdès est étayée par les statistiques annuelles. En effet, sur les 2 780 affaires (2 645 affaires en 2012) traitées durant l'année écoulée par diverses unités opérationnelles de la GN de Boumerdès, 1 969 d'entre elles concernent la criminalité ordinaire. Et ces 1 969 dossiers dans lesquels 1 384 individus sont impliqués, 1 282 (65,11%) dossiers (crimes ou délits) se rapportent à des agressions contre des personnes. 558 cas sont des affaires de coups et blessures volontaires (CBV). La criminalité organisée (81 affaires), hors des espaces

publics urbains de cette région, qui enregistre une augmentation de 44,64% par rapport à 2012, se rapporte, selon le bilan des gendarmes, au trafic de drogue (71,60%), à l'immigration clandestine (25,69%), au trafic de fausse monnaie (2,47%) et à la falsification de documents de véhicules (1,23%). Les gendarmes enregistrent, fort heureusement, un chiffre positif dans un secteur que tout le monde s'accorde à comparer, à juste titre d'ailleurs, au terrorisme routier.

En effet, par rapport à 2012 (114 décès), il y a moins de morts sur les routes de Boumerdès en 2013 (93 décès). Par contre, le nombre d'accidents corporels a bondi de 528 cas jusqu'à 662 ainsi que le nombre de blessés : 1 209 en 2012 et 1 246 en 2013. L'excès de vitesse est la principale cause de ces accidents et ce sont généralement les jeunes dont l'âge se situe entre 18 et 30 ans qui en sont les premiers responsables. «En dépit de l'action préventive et de l'augmentation

de l'efficacité des unités dans le secteur de la répression par le biais des amendes et des retraits des permis de conduire (plus 48,04% ndlr), le nombre d'accidents corporels enregistre néanmoins une augmentation de 165 cas», déplore le colonel Yahiaoui.

Lors de ce point de presse, nous avons noté une nette amélioration dans la qualité de la communication du Groupement de Boumerdès qui a mis à la disposition des confrères des statistiques aussi riches que précises sur la région dont il a la charge. De plus, le colonel et les officiers qui l'accompagnaient ne se sont dérobés à aucune question même les remarques des confrères sur certaines situations – des cas isolés. «Vous savez, le gendarme jouit de la protection de la loi qui lui permet d'accomplir convenablement sa mission. Mais rassurez-vous, aucun écart disciplinaire ne sera toléré chez nous», affirme avec force le gendarme numéro un de Boumerdès.

Abachi L.

GRÈVE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION À TIPASA

Les parents d'élèves s'insurgent

«C'est le second jour de grève dans le secteur de l'éducation au détriment de la scolarité de nos enfants», s'insurge M. D. Salah, le responsable fédéral de l'Association des parents d'élèves de la wilaya de Tipasa.

A la question de savoir si le taux de suivi de cette grève est important, notre source estime que «ce taux n'est pas significatif, mais nos enfants sont dehors, malgré l'abstention de certains enseignants à la grève. L'administration doit veiller à instaurer une discipline et un suivi, en vue de savoir qui a ordonné à ces enfants de ne pas rejoindre l'école».

En effet, nous avons observé plusieurs collèges dans la wilaya de Tipasa où les élèves n'ont pas pu rejoindre leurs cours.

Cependant, un membre du syndicat des enseignants, interpellé sur cette grève, se dédouane et déclare : «Nos syndicats sont formels et mettent à l'index la responsabilité et les conséquences de cette grève sur le ministère.»

Interpellé sur les motifs et les préoccupations des grévistes, D. Salah, le responsable fédéral de l'Association des parents d'élèves de la wilaya de Tipasa déclare : «Nous avons tenté de connaître le contenu de leurs revendications, plusieurs ensei-

gnants grévistes ignorent les raisons de cette grève». Mais paradoxalement à cela, des responsables syndicaux évoquent, quant à eux, leurs arguments : «Il y a essentiellement notre désir de mettre un terme à une injustice du statut particulier, qui, en son état actuel, affecte gravement notre corporation. On ne veut plus de promesses vaines. On exige des faits et des échéances d'application», clame notre source.

Tandis que des milliers d'élèves des trois paliers de l'éducation se trouvent contraints de s'écarter leurs cours, les syndicalistes du Cnapest, de l'UNPF et du Snapest se félicitent de la mobilisation de leurs adhérents

et clament haut et fort que «le taux de suivi et de mobilisation de l'ensemble des corps du secteur prouve notre détermination de continuer la lutte pour faire aboutir nos revendications».

H. Mohammed, un parent d'élève est outré par ces journées de grève : «Cette voie de contestation va avoir des conséquences tragiques sur l'enseignement de nos enfants. Nous déboursions un argent fou pour dispenser des cours supplémentaires afin que nos enfants aient un niveau scolaire décent. Il faut admettre que les cours officiels restent à parfaire, car leur niveau actuel reste en deçà de nos attentes», accuse-t-il.

Larbi Houari

DJELFA

Une recrudescence inquiétante de la délinquance

La délinquance juvénile ne cesse de progresser et de faire beaucoup de mal à la société. Elle devient un phénomène massif et gâche la vie des citoyens. La déperdition scolaire, l'analphabétisme et le chômage sont les éléments les plus importants qui véhiculent et amplifient de jour en jour cette inquiétante situation. Pour la plupart des jeunes mis en cause, tout commence à l'école et à la maison.

Les atteintes aux biens et aux personnes sont quotidiennement signalées. Malgré les nombreuses descentes de police, leur présentation devant la justice et leur condamnation, ils récidivent, pour la plupart, lors de leur sortie de prison.

Avoir plus de 18 ans, ne pas travailler et errer toute la journée dans la rue est une situation très difficile et les oriente vers les maux sociaux et les place dans une spirale où il est extrêmement difficile d'en sortir. Les vols, les agressions, les attentats à la pudeur et les incitations à la débauche sont chaque jour jugés dans les tribunaux.

Ces derniers temps, on assiste à un autre phénomène devant les portes des écoles, des jeunes agressent les élèves (surtout les filles) verbalement et physiquement. Les parents d'élèves ne s'impliquent pas pour protéger leurs enfants et la police ne peut être partout. Plusieurs enfants ont été blessés et évacués à l'hôpital. Des cas ont été signalés dans les cités de Zeria, Fosha, Bensaïd et Boutrifis.

La consommation excessive d'une violence de loisirs (jeux vidéo, programmes télévisés violents et Internet) nourrissent une certaine banalisation de la violence pour laquelle certains jeunes ont de l'admiration. Ces jeunes font inconsciemment des bêtises, ne font pas attention aux conséquences, mais doivent tout de même faire l'objet d'une attention particulière de la part des responsables.

Ils ne sont, en réalité, pas aussi mauvais qu'on le pense, ils sont désemparés et cherchent leur voie. Ils demandent de l'aide et comptent sur l'Etat et sur nous les adultes pour prendre le bon chemin. La formation dans les CFPA sans justification de niveau scolaire, appliquée ces derniers temps, est une très bonne chose pour l'insertion de ces jeunes.

Bekaï Bensaïd

PENSÉE

Il y a juste une année, le 29 janvier 2013, qu'a été rappelée à Dieu, notre chère mère et tante



M. HADDADI Naïma
née BOUAOUINA

En ce jour, nous demandons à ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Chère mère, nous ne t'oublierons jamais.
«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

PENSÉE

Triste et amer fut pour nous ce 27/01/2013 quand tu nous as quittées à jamais notre chère mère



Baroudi Baya

laissant derrière toi un vide immense que rien ne peut combler.

En ce pénible souvenir, nous demandons à tous ceux qui t'ont aimée et appréciée d'avoir une pieuse pensée.

Tes enfants, tes petits-enfants.

PENSÉE

Le 24.01.2013, fut un triste jour où nous a quittés notre chère et regrettée mère et grand-mère

M. CHABOUNI Malika née DJEMAME

L'amour que tu nous as donné, et tout ce que tu nous as enseigné ont fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui. Une année déjà s'est écoulée, et ton absence a laissé un vide immense que nul ne pourra combler. A chaque événement, tu restes toujours présente dans l'esprit de chacun de nous, et ton souvenir restera gravé en nous à jamais. Nous resterons fidèles à tes principes et tu resteras toujours vivante dans nos cœurs.

Tes enfants et ton petit-fils que tu adorais prier pour le repos de ton âme et demandent à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.

Repose en paix très chère maman, que Dieu t'accorde Sa Miséricorde et t'accueille en Son Vaste Paradis.